

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

De la Corse aux Antilles, et après...

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 17 décembre 2003

Démocratie & Socialisme

La question posée au referendum était du ressort des populations locales et elles ont tranché nettement. En Guadeloupe à 71 % comme en Martinique avec 51 %. Au dernier moment, la ministre des Tom-Dom et le gouvernement se sont défaussés de leurs responsabilités. Ils ont laissé les pontes locaux de l'Ump assumer la défense du projet de changement des institutions territoriales. Et les potentats locaux, notamment Mme Michaux-Chevry ont été désavoués. "Un *petit peu* désavoués" croit bon de préciser lâchement le ministre aux libertés locales, Patrick Devedjian, Mais il n'empêche, de Corse jusqu'aux Antilles, c'est le gouvernement Raffarin-Sarkozy-Devedjian-Girardin qui reçoit ce qu'il mérite : Des "non". Mais quand donc organisent-ils le referendum pour ou contre le projet de pseudo-constitution libérale européenne de Giscard ? Certains disent qu'il ne faut pas confondre les questions, et qu'en Corse, aux Antilles, les électeurs ne "répondent pas à la question posée" ! Mais au contraire, ils répondent très bien aux questions et en même temps à ceux qui les posent ! Ils diraient "non" à la politique de Chirac-Raffarin et à la constitution de Giscard, et ce serait légitimement le même "non", un "non" à la politique de ce gouvernement et un "non" à une constitution qui permettrait d'appuyer la politique de ce gouvernement.

Gérard Filoche

Post-scriptum :

Pour le PS, Christian Paul, ancien secrétaire d'Etat socialiste à l'Outre-mer, a estimé que la victoire du "non" s'apparentait à "une motion de défiance au gouvernement".

"Les électeurs ont sanctionné la méthode de consultation imprécise et sans garanties", a déclaré dans un communiqué le député socialiste.

Selon Christian Paul, "en refusant de s'exprimer sur les enjeux de ces consultations, le président de la République et le Premier ministre ont manqué à leur devoir". "En ne donnant aucune assurance préalable sur le contenu du futur statut, ils ont créé le doute et favorisé le soupçon. En réduisant la consultation à sa version locale, ils ont confirmé le désengagement de l'Etat, sans vision politique outre-mer", a-t-il ajouté.